

La préparation des traités de Rome

Source: CVCE. European Navigator. Étienne Deschamps.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_preparation_des_traites_de_rome-fr-8efe2279-ee12-4a75-aeeb-obd547f4128f.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



La préparation des traités de Rome

Une fois les travaux du comité Spaak achevés, des conférences intergouvernementales sont organisées à Val Duchesse, près de Bruxelles, pour préparer la rédaction des traités instituant une Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom). Les ministres des Affaires étrangères se rencontrent à plusieurs reprises et fondent leurs travaux sur le rapport Spaak. Mais, échaudés par l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en août 1954, les partenaires de la France craignent plus ou moins ouvertement désormais que l'Assemblée nationale française ne ratifie que le seul traité qui l'intéresse, à savoir celui de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom) et repousse le Marché commun général.

En marge des négociations diplomatiques, le Mouvement européen et d'autres associations militantes pro-européennes entendent bien stimuler le processus de relance. C'est ainsi qu'en octobre 1955, Jean Monnet, qui a volontairement quitté la présidence de la Haute Autorité de la CECA notamment pour protester contre l'échec de la CED, déploie à nouveau ses efforts en vue d'accélérer le cours de la construction européenne qu'il sent menacé par certaines velléités nationales. Pour ce faire, il met sur pied un Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (CAEUE) qui rassemble des personnalités politiques de diverses obédiences et des leaders syndicaux européens décidés à faire aboutir la résolution de Messine. Ce réseau influent, dont seuls sont exclus les représentants des partis communistes et des partis nationalistes et gaullistes, agit donc comme un instrument de pression et comme une courroie de transmission auprès des gouvernements nationaux et des opinions publiques.

La relance offre au Mouvement européen (ME) l'occasion de reprendre son action en faveur de l'unité européenne. Son objectif est de sensibiliser l'opinion publique aux vertus du marché commun et de concrétiser l'espoir suscité par la Conférence de Messine. L'organisation de réunions d'information et la distribution de matériel de propagande visent à familiariser la population avec les nouvelles institutions européennes et à accélérer la ratification des traités de Communauté économique européenne (CEE) et de Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom).

Même s'il juge ces traités encore insuffisants, le "comité d'action pour la communauté supranationale européenne" du ME les considère néanmoins comme un moyen efficace d'acheminer les Six vers la constitution d'un grand ensemble économique dont la compétence doit, selon lui, rapidement s'étendre à la politique monétaire et à une politique étrangère commune puisque la crise de Suez a montré les limites des politiques étrangères nationales. Le ME préconise également la constitution progressive d'un exécutif commun, contrôlé par une assemblée unique élue au suffrage universel et direct. Le ME s'efforce enfin d'éviter que les manœuvres britanniques en faveur d'une zone de libre-échange lancées au sein de l'OECE n'entraînent une remise en cause immédiate du Marché commun.